

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

083-248300543-20221215-lmc1184907-DE-1-1

Date de validation par la préfecture : mardi 20 décembre 2022

Date d'affichage : 22/12/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 15 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 15 décembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	15	3
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 22/12/407</p> <p>VERSEMENT DU SOLDE DE LA CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE AMENAGEMENT DU PARC RELAIS DE TAMARIS A LA SEYNE-SUR-MER</p>		

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Franck CHOUQUET, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Philippe LEROY, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Christian SIMON, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Gilles VINCENT ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL, M. Hervé STASSINOS ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Christophe MORENO ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVARD, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Chantal PORTUESE, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENTS :

M. Emilien LEONI, M. Mohamed MAHALI, M. Michel DURBANO.

Séance Publique du 15 décembre 2022

N° D' O R D R E : 22/12/407

**O B J E T : VERSEMENT DU SOLDE DE LA CONVENTION DE
DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE
AMENAGEMENT DU PARC RELAIS DE TAMARIS A LA
SEYNE-SUR-MER**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la décision du Bureau Communautaire n°16/486 du 20 juin 2016 autorisant la signature de la convention relative à la délégation par TPM à la ville de La Seyne-sur-Mer de sa maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'aménagement du parc relais de Tamaris,

VU la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage aménagement du parc relais de Tamaris,

VU le protocole transactionnel entre la ville de La Seyne-sur-Mer et le groupement SVCR/BTPGA,

CONSIDERANT que la ville de La Seyne-sur-Mer a entrepris des travaux de réaménagement d'un parc de stationnement et que TPM dans le cadre de sa compétence transport a réalisé un Parking Relais (P+R) situé sur la corniche Michel PACHA, compte tenu de la concomitance de ces deux opérations et leur proximité géographique, les parties ont convenu de confier l'exercice de la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux à la ville de La Seyne,

CONSIDERANT que l'article 7 de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage relative à l'aménagement du parc relais de Tamaris indique que la Métropole TPM remboursera à la ville de La Seyne-sur-Mer la totalité des sommes exposées pour son compte,

CONSIDERANT que la société SVCR qui a réalisé les travaux fait valoir un solde à verser d'un montant de 60 440,92 € et que le détail de ce solde est précisé dans la facture n° 1709045 qui avait été transmise par la société SVCR à la mairie de La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT qu'une erreur commise sur la situation n°5 réglée le 15/11/2017 n'avait pas été régularisée et 37 143 € avaient été versés en trop. Ce trop versé doit donc être déduit du montant de la situation n° 7 solde de 60 440,92 €,

CONSIDERANT que par conséquent le protocole transactionnel entre la ville de La Seyne-sur-Mer et le groupement SVCR/BTPGA s'établit à 23 297,92 €,

CONSIDERANT qu'il convient donc de régulariser la dépense engagée par la ville de La Seyne-sur-Mer à hauteur de 23 297,92 € afin qu'elle soit prise en charge par la Métropole,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER la Métropole TPM à rembourser à la ville de La Seyne-sur-Mer la somme de 23 297,92 €.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette dépense sera prélevée sur le budget annexe transports 2022, opération 42390, engagement 2022-9257.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 78

CONTRE 0

ABSTENTION 0

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

SCHEMA DIRECTEUR DES PARCS RELAIS AMENAGEMENT DU PARC RELAIS DE TAMARIS



ENTRE :

La ville de La Seyne sur mer , représentée par **Monsieur Marc VUILLEMOT**, Maire, habilité à cet effet par délibération du conseil municipal n° ~~DE 461118~~ en date du ~~28/06/2016~~ **28/06/2016**

Ci-après désigné par « la ville »
d'une part,

ET

la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, représentée par **Monsieur Hubert FALCO**, Président, habilité à cet effet par décision en date du ~~20/06/2016~~ **20 Juin 2016**

Ci-après désignée par « TPM »
d'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la voirie routière,

Vu la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite « Loi MOP »,

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée,

PREALABLE

Dans le cadre de sa compétence en matière de transport, TPM envisage de réaliser sur les parcelles cadastrées AS 259, pour partie 638, 713 et 715 (cf. annexe3 : Plan des domanialités), l'aménagement du Parking Relais (P + R) de Tamaris, situé sur la corniche Michel PACHA sur le territoire de la ville.

Sur cette même voie et sur les parcelles cadastrées AS 270, 168, 597, pour partie 638, 713 et 715, la ville a également pour projet d'entreprendre des travaux de réaménagement d'un parc de stationnement proche de la poste et de réaménagement du terre-plein de l'embarcadère.

Compte tenu de la concomitance de ces deux opérations, l'une communautaire, l'autre communale, et de leur proximité géographique, les parties, dans un souci de cohérence et de rationalisation, se sont rapprochées afin d'envisager le cadre juridique et les modalités d'une maîtrise d'ouvrage unique pour l'ensemble des travaux conformément à l'article 2-II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 précitée.

Les parties ont ainsi convenu de confier l'exercice de la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux à la ville.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités administratives, techniques et financières selon lesquelles TPM délègue à la ville sa maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'aménagement du P+R de Tamaris et de création de la voie de desserte de ses entrées.

ARTICLE 2 : Attributions de la ville

Pour ce qui concerne les travaux cités à l'article 1, la ville exerce l'intégralité des missions de maîtrise d'ouvrage et notamment celles de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985.

La ville est habilitée à passer tous les marchés publics d'études et de travaux nécessaires à la réalisation des projets soit :

- la passation des marchés de CSPS, CT , bureau d'études complémentaires
- la demande de permis d'aménager signée par le Maire de La Seyne sur mer
- la préparation des consultations, signatures des marchés et la gestion des marchés de travaux,
- l'approbation avec TPM de toutes les phases de la maîtrise d'œuvre : avp et pro

- le suivi de chantier et le pilotage de chantier en lien avec le CSPS, CT, OPC,
- l'organisation du chantier avec les riverains, professionnels, usagers et acteurs locaux,
- le versement des rémunérations du CSPS, du BBC, de l'OPC, bureaux d'études et entreprises de travaux,
- la réception des ouvrages et l'accomplissement de tous les actes afférents aux attributions mentionnés ci-dessus.

De plus, la ville a la mission de maîtrise d'œuvre interne.

ARTICLE 3 : Programme des travaux

Le programme des travaux et prestations dont la maîtrise d'ouvrage est déléguée à la ville par TPM sont décrits dans l'annexe 1 « Programme du P+R de Tamaris » et dans le plan esquisse qui y figure.

Le plan de masse joint en annexe 2 précise le périmètre d'intervention des différents maîtres d'ouvrage avec le pourcentage de participation de TPM.

ARTICLE 4 : Réalisation des travaux

La réalisation des travaux est soumise aux dispositions des articles L.115-1 et L.141-11 du code de la voirie routière.

Sans préjudice des situations d'urgence avérée, TPM sera consultée à chaque étape des études et des travaux à exécuter. Notamment, le plan projet soumis à consultation sera ainsi transmis pour validation à TPM qui informera par écrit la ville de ses observations éventuelles dans les vingt et un (21) jours calendaires suivants. En l'absence d'observations dans ce délai, l'avis de TPM sera réputé favorable et sans réserve.

TPM aura le droit de suivre l'exécution des travaux. Elle aura, en conséquence, le libre accès aux chantiers. Au cas où elle constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire à l'affectation de la voirie et à sa pérennité, elle devra le signaler à la ville, par écrit, dans les meilleurs délais afin de permettre à la ville de prendre les mesures correctives nécessaires. Aucune intervention directe de TPM envers les entreprises intervenantes ne pourra être prise en considération.

ARTICLE 5 : Remise des ouvrages réalisés

Une fois les aménagements objet de la présente convention réalisés, la ville procédera à une remise des ouvrages à TPM. Cette remise donnera lieu à une visite préalable conjointe des aménagements avec établissement d'un procès-verbal de remise co signé par la ville et TPM.

Ce procès-verbal pourra contenir les réserves que TPM formulera éventuellement en cas de non-respect du programme ci-annexé. Les parties s'engagent à procéder au mieux de leurs intérêts à la levée de ces réserves.

La signature de ce PV avec ou sans réserve vaut transfert immédiat des ouvrages dans le patrimoine de TPM.

Dans les deux (2) mois suivant la remise des ouvrages, la ville transmettra à TPM le dossier des ouvrages exécutés avec les plans de récolement établis sur fond de plan géomètre.

Cette transmission déchargera la ville de toute responsabilité quant à la garde des ouvrages et aux travaux réalisés et vaudra quitus pour l'ensemble de sa mission.

Une fois les travaux réceptionnés et remis, TPM prendra à sa charge tous les travaux d'entretien et de réparation quelles que soient leur nature et leur importance.

ARTICLE 6 : Dispositions financières

6.1 Enveloppe budgétaire prévisionnelle :

L'enveloppe financière globale de l'opération d'aménagement du P+R de Tamaris dont TPM assure le financement est estimée à 864 000€ TTC composée comme suit :

- | | |
|--|---------------|
| 1. Travaux du Parc Relais de Tamaris : Participation TPM 100 % | 769 000 € TTC |
| 2. Travaux de la voirie d'accès : Participation TPM 50 % | 50 000 € TTC |

Total travaux financé par TPM : 819 000 € TTC (A)

3. Maîtrise d'œuvre assurée par la Ville :

- Forfait de 4,5 % du total (A) ci-dessus : 36 855 € TTC

4. Frais divers (Coordination SPS, CT, topo, etc...) :

- Forfait de 1 % du total (A) ci-dessus : 8 145 € TTC

Soit une estimation totale arrondie à 864 000 euros TTC

Les missions de maître d'ouvrage délégué ne donneront lieu à aucune rémunération.

La participation définitive de TPM sera arrêtée au coût réel des travaux et des prestations réalisés, révision de prix incluse, tel qu'il ressort des marchés de travaux signés.

Dans le cas où le montant global de l'opération TPM serait supérieur de plus de 5% à celui précisé ci-dessus, la ville devra en informer par courrier recommandé TPM avant le dépassement du montant ainsi majoré.

L'opération ne pourra se poursuivre qu'après signature par les deux parties d'un avenant à la présente convention.

Il est précisé, qu'en l'absence de financement de ce dépassement, autre que celui de TPM, cette dernière pourra demander l'arrêt de l'opération au montant initialement prévu, majoré des révisions de prix et d'un surcoût limité à 5% de l'enveloppe initiale.

Dans le cadre de sa mission, la ville procédera au paiement des dépenses relatives aux commandes, contrats et marchés passés au titre de la présente convention.

6.2 Plan de financement :

Le maître d'ouvrage informe le maître d'ouvrage délégué que le financement de son projet est obtenu par son autofinancement et par une subvention dans le cadre du Contrat de Développement avec le Conseil Régional PACA dont les dispositions financières doivent s'appliquer également au maître d'ouvrage délégué.

En particulier, l'obtention de la subvention est conditionnée à un démarrage des travaux en 2016.

Tout nouveau financement supplémentaire sur l'opération nécessitera que le maître d'ouvrage délégué s'adapte aux dispositions du nouveau financeur.

ARTICLE 7 : Conditions de versement

Dès notification de l'ensemble des marchés de travaux nécessaires, la ville transmettra le montant total actualisé de la partie travaux du projet financé par TPM (total A ci-avant).

Ce nouveau montant actualisé (B) servira de support de calcul pour les remboursements à la charge de TPM après application d'un coefficient multiplicateur de 1,055 pour tenir compte de la maîtrise d'œuvre assurée par la ville (4,5%) et des frais divers (1%) .

TPM remboursera à la ville la totalité des sommes exposées pour son compte selon l'échéancier qui suit :

- 36 000 euros hors taxes à la signature de la présente convention.
- 55 % * à la notification des marchés de travaux.
- 30 % * à la notification de l'ordre de service de démarrer les travaux + 3 mois

* : Ces pourcentages s'appliquent au montant (B) x 1,055.

Le solde de la participation de TPM sera versé 30 jours après la plus tardive des 2 dates suivantes :

- Transmission du dossier des ouvrages exécutés,
- Fourniture d'un bilan définitif certifié complet des dépenses réellement effectuées par la ville pour la partie travaux de l'opération.

Le montant de ce solde correspond au reliquat entre les 90 % déjà payés par TPM et la participation finale de TPM telle qu'elle ressort du bilan définitif précité.

Il est rappelé que les frais d'actes notariés, liés aux cessions foncières restent à la charge de TPM.

ARTICLE 8 : Modalités d'actualisation des coûts

Sans objet

ARTICLE 9 : Responsabilité et droits des tiers

D'une façon générale, les droits des tiers sont réservés ainsi que tous les droits de TPM non prévus par la présente convention.

La ville ne saurait se prévaloir de la présente convention pour s'exonérer de sa responsabilité à l'égard des tiers.

La ville sera responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'elle a effectués dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage délégué.

Néanmoins, faute d'avoir signalé à la ville ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations lors de la remise de l'ouvrage, TPM ne pourra ultérieurement, sauf en cas de dol, mettre en cause la responsabilité de la ville dans l'exercice des missions prévues à la présente convention.

TPM sera subrogée à la ville pour exercer les recours ouverts vis-à-vis des entrepreneurs et fournisseurs par la législation en vigueur sauf pour ce qui concerne la levée des réserves et les désordres ressortissant de la garantie de parfait achèvement.

La ville s'engage à informer les entrepreneurs de cette subrogation et de leur en imposer l'acceptation.

La ville sera tenue de contracter une assurance couvrant l'ensemble de ces risques.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet à partir de sa signature par les deux (2) parties et s'achèvera dès que la date limite du délai de garantie de parfait achèvement des travaux aura été atteinte.

ARTICLE 11 : Contentieux

Tout litige inhérent à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 12 : Annexes

Les annexes suivantes complètent et précisent les dispositions de la présente convention dont elles possèdent la valeur contractuelle :

- **Annexe 1 : Programme de l'opération objet de la convention .**
- **Annexe 2 : Plan masse avec périmètre des zones de participation.**
- **Annexe 3 : Plan des domanialités.**


Fait en deux exemplaires

Toulon, le **25 JUL. 2016**

La Seyne sur mer, le **04 AOUT 2016**

Pour Toulon Provence Méditerranée
Le Président de la Communauté d'Agglomération

Monsieur Hubert FALCO



Pour la Ville
Le Maire

Monsieur Marc VUILLEMOT



Envoyé en préfecture le 03/02/2022

Reçu en préfecture le 03/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 083-218301265-20220124-1621PT-CC

Ndlr 426
du 14/02/2022

VILLE DE LA SEYNE-SUR-MER

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

COMPARUTION DES PARTIES

ENTRE :

Groupement SVCR / BTPGA, ZI Toulon Est, 134 rue des Frères Lumières, 83130 LA GARDE

Représentée par ...Mr Hervé BECCARO, Directeur....., dûment habilité aux présentes.

Ci-après dénommée «La Société»,

D'UNE PART,

ET :

La Ville de La Seyne-sur-Mer, Mairie de La Seyne-sur-Mer, 20 quai Saturnin Fabre, CS 60226, 83507 La Seyne-sur-Mer Cedex

Représentée par Madame le Maire, Madame Nathalie BICAIS, dûment habilitée par délibération du Conseil municipal n°

Ci-après dénommée «la Collectivité»,

D'AUTRE PART

Ci-après dénommées individuellement la «Partie» ou conjointement les «Parties».

1. PRÉAMBULE

Une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage a été passée, en date du 4 août 2016, modifiée par avenant n°1 entre la Communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée et la commune de La Seyne-sur-Mer, pour la création et l'aménagement du parking paysager P+R dans le quartier de Tamaris à la Seyne-sur-Mer.

Par cette convention, la Communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée déléguait sa maîtrise d'ouvrage et autorisait dans ce cadre, la ville de la Seyne-sur-Mer à contracter des marchés publics relevant de la compétence intercommunale nécessaire à la réalisation d de l'opération sus visée.

Dans ce cadre, le marché de travaux a été passé, par décision n° 16/131 du 7 novembre 2016, et signé avec le groupement SVCR / BTPGA pour les travaux d'aménagement de parkings à TAMARIS, Lot n°1 : Travaux de voirie et réseaux. Le marché n° 1621 a été notifié le 28/11/2016. Un avenant a été signé en date du 2 octobre 2017 par décision N°DEC/17/173.

L'ouvrage a été réceptionné en date du 28 juillet 2017.

Après réception des travaux, aucun DGD n'a été établi, ni la société, ni la Collectivité n'ont diligenté les opérations nécessaires à l'établissement de ce document. Or, à ce jour, l'établissement d'un DGD apparaît impossible du fait de l'ancienneté du dossier et du transfert de certains services de la ville à la Métropole depuis la fin du marché.

Les parties se sont donc accordées pour régler par voie transactionnelle ce différend.

La société SVCR fait valoir :

- Un solde à verser d'un montant de 60 440,92 €.

La ville de la Seyne-sur-Mer fait valoir un certain nombre d'erreurs dans les paiements passés :

- sur les factures, le titulaire (société SVCR) intégrait à tort le montant du sous-traitant (société IDverde) dans sa partie. En effet, le sous-traitant étant en paiement direct et en autoliquidation, seule sa TVA devait être versée au titulaire. Cette 1ère erreur, commise sur les paiements des situations 3 et 4 avait été corrigée par un remboursement par SVCR de 38 522,44 € à la Ville le 30/03/2018.
- Toutefois une erreur commise sur la situation n°5, réglée le 15/11/2017, n'a pas été régularisée, et 37 143 € avaient été versés en trop. Ce trop-versé doit donc être déduit du montant de la situation n°7-solde de 60 440,92 €.

Les Parties se sont réunies et ont décidé de mettre fin amiablement et définitivement à ce différend, moyennant des concessions réciproques, sans reconnaissance de responsabilité de l'une ou l'autre des Parties, ni du bien-fondé des points de vue des Parties.

1. OBJET

Le présent protocole, ci-après le «Protocole», a pour objet de mettre fin, par des concessions réciproques, au différend né entre les Parties au cours de l'exécution du Contrat, tel que décrit en préambule.

Le présent Protocole vaut transaction au sens des articles L. 2197- 5 du code de la Commande Publique et 2044 et suivants du Code Civil et a l'autorité de la chose jugée en dernier ressort entre les Parties.

2. CONCESSIONS RÉCIPROQUES

La Société a accepté de diminuer le montant demandé en vue de solder le marché. Elle renonce par ailleurs à saisir le juge en vue d'obtenir le règlement du solde du marché.

Les Parties et sous réserve de l'exécution des clauses du Protocole, renoncent, de manière irrévocable et définitive, à tous recours, réclamation, procédure, action ou instance, nés ou à naître, de quelque nature qu'ils soient, devant une quelconque juridiction ou autorité, relatifs au différend ayant donné lieu à la signature du Protocole.

En contrepartie des concessions, la Collectivité accepte de verser le montant correspond au solde du marché et ramené à la somme de 23.297,92 € HT.

3. MONTANT DU PROTOCOLE

Au final, le montant du protocole s'établit à 23 297, 92 € HT qui sera facturé dans les 30 jours suivants la notification du protocole signé, à la Société. La Société communiquera si nécessaire dès la notification du protocole les coordonnées bancaires à utiliser pour le paiement ; à défaut le versement sera effectué selon les coordonnées utilisées lors du règlement du marché 1621.

4. CONFIDENTIALITÉ

Les Parties déclarent confidentiel le présent Protocole et s'engagent à ne communiquer aucune information en liaison avec ce dernier, sauf si cette communication est directement dictée par l'exécution dudit Protocole ou pour justifier une opération réalisée en application dudit Protocole, dans le cadre de demandes légales, réglementaires ou judiciaires, et notamment les demandes provenant des organismes de tutelle, de contrôle, des commissaires aux comptes et des experts comptables en charge des comptes sociaux des Parties, de même qu'à leurs assureurs ou courtiers.

5. LOYAUTÉ ET NON DÉNIGREMENT

Nonobstant la clause de confidentialité, chaque Partie s'engage à s'abstenir de communiquer une quelconque information susceptible de nuire de quelque façon que ce soit à la réputation de l'autre Partie et/ou aux prestations commercialisés par cette dernière.

De plus, les Parties s'engagent à s'abstenir de faire des déclarations à la presse, à leurs partenaires commerciaux ou au public en général, susceptibles d'entraîner une publicité négative ou détériorer l'image de l'autre Partie.

Le présent Protocole n'affecte pas les relations contractuelles pouvant exister par ailleurs entre les Parties ou à venir.

6. INTÉGRALITÉ

Le présent Protocole exprime l'intégralité des obligations des Parties à la date de sa signature, chacune des Parties déclare n'avoir aucune autre prétention à émettre dans le cadre du règlement du différend visé en préambule.

Le présent Protocole annule et remplace, le cas échéant, tout document ou accord préalable relatif au différend.

7. DIVERS

Chaque Partie conservera à sa charge l'ensemble des frais, dépens et honoraires qu'elle aurait le cas échéant personnellement exposés dans le cadre du différend ayant donné lieu au Protocole.

8. PRISE D'EFFET

Le Protocole prend effet à compter de sa notification à la Société par la Collectivité.

9. DROIT APPLICABLE - ATTRIBUTION DE COMPÉTENCES

Le droit applicable au Protocole est le droit Français. En cas de différend résultant du Protocole, les Parties attribuent compétence au tribunal administratif de Toulon.

Fait à LA GARDE, le 16/12/21 en 2 exemplaires originaux.

Pour le groupement

Pour la Ville de La Seyne-sur-Mer

03 JAN. 2022

SVCR/BTPGA

SVCR

S.V.C.R. au capital de 100 000 €
134, rue des Frères Lumière - Z.I. Toulon - Est
B.P. 256 - LA GARDE - 83078 TOULON Cedex 9
Tél : 04 98 01 33 44 - Fax : 04 98 01 33 45
Site : 324 623 677 0022 - APE 4211Z
RC TOULON B 324 623 677

Nathalie BICAIS

Maire de La Seyne-sur-Mer

Vice-Président du Conseil Départemental du Var
Vice-Président de Toulon Provence Méditerranée

ENGAGEMENT

N° d'engagement : 2022 / 9257 / 1

Service : DTAICD Pôle opérationnel aménagement urbain

Délégation : 0

Imputation budgétaire

Chapitre : 23 Travaux en cours
Fonction :
Article : 2315.1 Installation, matériel et outillage technique
Programme : 42390 P+R TAMARIS
Enveloppe : 0 /

Opération : 2010 / / 42390
P+R TAMARIS

Marché : /

Fournisseur n°2000405

COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER
QUAI SATURNIN FABRE
2 RUE DE L'HOTEL DE VILLE
83500 LA SEYNE SUR MER CEDEX

Objet de l'engagement :

CONVENTION DMO PARC RELAIS TAMARIS SOLDE CONVENTION + AVENANT 1 DC 17/181

Montants initiaux

HT	82 565,80
TVA	0,00
TTC	82 565,80

Lignes de revalorisation :

Objet	Montant
	0,00
Total	0,00

Montants totaux

HT	82 565,80
TVA	0,00
TTC	82 565,80

Si vous souhaitez envoyer une facture dématérialisée par le portail Chorus Pro à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>, veuillez vous munir des informations suivantes à rappeler :

Identifiant de la collectivité : 24830054300084 - Budget Annexe Transports
Service destinataire de la facture : DTAICD Pôle opérationnel aménagement urbain
N° engagement : 9257
Identifiant du tiers : FR / 1 / 21830126500011

